

Tandis que Posada prêche la terreur, les Cinq vivent l'enfer des lockdowns

Par JEAN-GUY ALLARD

TOUS les experts du sujet le confirment: le système carcéral nord-américain est l'un des plus répressifs au monde et y abondent les techniques et les instruments destinés à garder les détenus dans un état de permanent de soumission absolue.

Le lockdown, d'utilisation généralisée dans tous les établissements de correction, est l'un des traitements les plus dégradants auxquels aient été soumis les cinq antiterroristes cubains par le même gouvernement qui a montré au monde sa conception des droits des détenus à Abou Ghraïb et Guantanamo.

Victime elle aussi, avec ses filles, des abus subis par Ramón Labañino, son mari détenu à la prison de Beaumont, Elizabeth Palmeiro explique ce qu'est cette sanction appliquée de façon routinière dans le système des prisons du pays qui prétend donner des leçons au monde en matière de droits humains.

«Les lockdowns sont la punition collective la plus utilisée par les autorités carcérales, au moins là où se trouve Ramón. Ils consistent à enfermer les prisonniers dans leurs cellules pour un temps indéterminé au cours duquel on ne leur permet aucune des activités quotidiennes qu'ils effectuent normalement», raconte-t-elle.

«Soudainement, pour un incident survenu à un endroit quelconque de la prison, on retire abruptement à tous les prisonniers, parfois des milliers, la quasi totalité de leurs activités quotidiennes».

«Quand survient un problème de discipline dans la prison – généralement des bagarres entre gangs ou une agression contre un prisonnier ou un garde – la mesure immédiate est de punir tous les prisonniers indépendamment du fait qu'ils soient ou non liés à l'incident ou que la situation soit survenue dans une autre unité», continue Elizabeth. «Les prisons sont subdivisées en unités et s'il y a un problème dans une seule, on sanctionne toutes les unités».

Règle absurde d'un système sauvage où l'utilisation de pulvérisateurs de poivre (pepper sprays) est commune, où les gardes patrouillent avec des fusils et où l'on administre des drogues 'pacificatrices' aux nombreux détenus souffrant de maladies psychiatriques. Les gardes de l'endroit n'ont aucune obligation d'informer les prisonniers, pas plus que les prisonniers n'ont le droit de savoir pourquoi on les punit.

Soudainement, on interdit toute activité de récréation et même d'hygiène telles que la douche. On interdit toutes les communications avec l'extérieur: on limite la correspondance, il n'y a pas de visites familiales, on ne peut effectuer d'appels téléphoniques, la prison se convertit en un bunker auquel personne n'a accès sauf le personnel de garde.

«NOUS AVONS ÉTÉ SANS NOUVELLES JUSQU'À CINQ SEMAINES»

Par pure cruauté de ceux que Bush a chargé du cas des Cubains, Ramón Labañino, condamné pour des actes d'espionnage qui n'ont jamais été commis au cours d'un procès truqué effectué au milieu de la Miami mafieuse, a été envoyé, sans aucun motif, à un centre de sécurité maximale rempli de détenus condamnés pour des crimes extrêmement violents.

«Depuis que Ramón est entré à la USP Beaumont, au Texas, on a connu des dizaines de lockdowns. Cette prison est considérée l'une des plus violentes du système. Les prisonniers qui sont là, dit-on, sont les plus dangereux, sortis d'autres prisons où ils ont commis des fautes graves. On les concentre là comme punition avant de les passer au Maxi-max de Florence qui est la pire pour les châtiments permanents», précise Elizabeth.

Également victimes de ces violations collectives des droits du détenu, Elizabeth et ses filles Ailí, Laura et Lizbeth vivent d'innombrables jours d'angoisse.

«Durant ces punitions que Ramón a subies sans savoir ce qui est arrivé ni où cela est arrivé, nous avons été sans nouvelles jusqu'à cinq semaines, sans lettres ni appels», se souvient Elizabeth.

«Quand enfin Ramón peut communiquer avec nous, il nous énumère chaque détail des longues journées de séquestration dans sa toute petite cellule. Sans se plaindre, il me raconte que la nourriture a été de petits 'snacks' froids, de petites boîtes de jus ou un liquide comme déjeuner», dit Elizabeth. «On connaît la faim au cours de ces lockdowns».

Les prisonniers sont enfermés le temps qu'il faut aux autorités pour éclaircir la situation et conduire les coupables au Trou (les cellules d'isolement, également typiques du système carcéral nord-américain) quand on les découvre.

«C'est très paradoxal parce que la prison est pleine de caméras qui contrôlent tous les mouvements détenus et il y a sept tours de surveillance, toutes très hautes, d'où l'on domine tout le périmètre, mais c'est ainsi. On les enferme tous même si le problème se trouve bien localisé dans une zone».

La réaction des prisonniers est violente. «Ceux qui n'ont rien fait sont irrités pour être punis injustement, d'autres le sont envers ceux qui ont provoqué le problème et, comme un cercle vicieux, un lockdown peut en provoquer un nouveau peu après que l'on soit sorti du précédent».

C'est ce qui a fait que Ramón , sorti d'un lockdown de deux semaines s'est retrouvé dans un autre dix jours plus tard pour deux semaines de plus.

«La direction de la prison applique cette mesure et quand ils la lèvent, ce n'est jamais de façon complète ni immédiate, mais de façon échelonnée. Tout d'abord, pour le droit de sortir une ou deux heures par jour pour prendre une douche; ensuite on ajoute l'accès à la correspondance et au téléphone avec des appels de cinq minutes; puis on augmente peu à peu le temps de sortie de cellule. Finalement, au bout d'environ dix jours, on peut faire des visites familiales, le dernier privilège qui est rétabli. Cela si un autre problème ne s'est pas produit et qu'on ne les retourne pas à la case départ avec un lockdown total pour une ou deux semaines de plus».

Pour les familles comme celles des Cinq, qui se trouvent à des milliers de kilomètres du lieu de détention, l'effet est tragique.

«Dans le cas de Ramón, les deux dernières visites ont été affectées par ces fermetures de la prison: la mienne avec mes filles mineures en mai 2006 puis celle de sa fille aînée en février 2008. Celle-ci était la première qu'elle lui faisait en un an et demi! Mais un lockdown est survenu juste comme elle arrivait et Aili a dû attendre les quatre fins de semaine qui couvrent les 30 jours de visa que l'on nous accorde sans pouvoir faire une seule visite : c'était quand est survenue la fermeture la plus longue, celle de cinq semaines. Ce fut angoissant pour tous mais plus spécialement pour Ramón ».

DIX ANS DE CHANTAGE ET DE MAUVAIS TRAITEMENTS

Depuis le jour même de sa détention, le 12 septembre 1998, quand l'agent spécial du FBI Héctor Pesquera a couru informer les congressistes cubano-américains Ileana Ros-Lehtinen et Lincoln Díaz-Balart, les Cinq ont été soumis à une série infernale de manœuvres de chantage violant toutes les normes pénitentiaires et les conventions internationales contre la torture et les traitements cruels, inhumains et dégradants.

Durant cette première période, le FBI a enfermé René González, Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Ramón Labañino et Fernando González dans des cellules de confinement solitaire durant 17 mois.

Presque dix ans plus tard, ils demeurent toujours incarcérés, par pure cruauté, dans cinq prisons différentes de l'immense territoire nord-américain avec des contacts interdits ou très restreints avec leurs familles.

Pendant ce temps, Luis Posada Carriles, le terroriste le plus dangereux du continent, non seulement se déplace en toute liberté dans les rues de Miami, mais encore participe dans une véritable tournée de promotion de la terreur dans le cadre d'une opération pilotée par la CIA.

Alors que les Cinq Cubains qui se sont consacrés à observer ses activités continuent d'être soumis à de mauvais traitements et des vexations dont les lockdowns ne sont qu'un exemple parmi les plus visibles.

* * * * *

* Plus de 300 Comités ont été constitués dans 100 pays pour défendre la cause des Cinq.

* Le Groupe de travail sur les détentions arbitraires de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies a déclaré, le 27 mai 2005 que l'arrestation des Cinq est arbitraire et a exigé de Bush qu'il «résolve la situation».

* Neuf Prix Nobel ont exigé des USA la libération immédiate des Cinq

* Plus de 6 000 personnalités du monde entier ont envoyé une lettre ouverte au Procureur général des États-Unis, exigeant leur mise en liberté.